L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 21 JUILLET 1868. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LEREY,
COMMISSAIRES - DISTRICTS

VENTE DES MARCHANDISES.

DEUXIEME QUOTIDIENNE.

Par un, à 10h par onces, 10h par bâtonnets, 20 cents
Vente d'un quadrilatère, 10 cents.

DEUXIEME BI-HEBDOMADAIRE

Paraissant le Mardi et le Samedi :

Par an, $4 ; par semestre, $2.

VENTE D'ARMEMENS.

Nos annonces hebdomadaires, placées à leur rang dans les différentes parties de l'journal, paraissent : 1 fois, 2 fois, 3 fois, 4 fois, 5 fois, 6 fois et 7 fois, et coûtent $1 50 le carré pour chaque insertion.

Nos annonces hebdomadaires publiées une fois, coûtent $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces judiciaires pour chaque insertion.

Les annonces de vente, dans la quotidienne, publiées $10 le carré pour une.

Nos annonces sont régulièrement et souvent mises comme nouvelles, sur les prix indiqués et donnent pour les avis officiels la ratification, qu'il aura convenue avec elles ; mais dans ce cas, on accompte ne dépose sans être payé pour avant.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires particulières sont notre intérêt pour chaque insertion.

Quelle annonce trouvables doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de ou encore leur sont servis à la fin de chaque mois.

VOIR VILLE-DE-LA-HAVE.

MARDI MATIN, 21 JUILLET.

Candidatures de la Démocratie Nationale.

POUR PRESIDENT :

HORATIO SEYMOUR,
DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRESIDENT :

FRANCIS P. BLAIR,
DU MISSOURI.

Electeurs pour l'Etat en général :
RE-GOUVERNEUR R. C. WICKLIFFE,
du Comté Pélican.
ISAIAH GARRETT,
du Comté Ida.

Remplaçants :
JAMES F. PECRET, du Jefferson.
JUGE J. M. LEA, d'Orléans.

Electeurs de District :

1er District Congressional	.....	A. SANBOLA.
Dans "	"	..... M. B. BRADY.
Dans "	"	..... A. S. HERRON.
Dans "	"	..... A. DeBLANC.
Dans "	"	..... M. D. COLEMAN

Remplaçants :

1er District Congressional	.....	T. P. SHERBURNE.
Dans "	"	..... CHO. W. RACE.
Dans "	"	..... J. M. KENNARD.
Dans "	"	..... R. N. CLELINE.
Dans "	"	..... W. F. BLACKMAN.
		J. H. BRIGHAM.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour l'heure et les détails, voir aux annonces.

Par le Shériff, à 4 heures et demie du soir, au Dépôt de Chemin de fer du Golfe du Mexique — Un lot de poteries en fer.

Par Pierre Fromme & Co, à leur salle d'encan, 44 Chartres — 300 lots de linge de lotion, comprenant un assortiment spécial.

Par S. Gelpcke, à son magasin d'encan — Un lot de meubles.

Par Montgomery Brun & Co, dans leur salle d'encan Vente régulière de meubles. En sus : couvertes de T. Le M.-r. rue Gravier : beaux chevaux de selle et de trait, bonnes mules, wagons, harnais, roches brûlures, &c.

Par E. Landreaux, constable, au No 181 rue Tchoupitoulas — Un lot de meubles.

Par Hoffman, Marks & Co, au No 36 de la rue de Chartres — 200 caisses bottes, souliers et brodequins.

Par Tebeau & Co, au No 26 de la rue de Chartres — Marchandises sèches diverses et assortissantes.

Par D. E. Murphy, aux entrepôts de Louis et Miche-pont — Avoine.

☞ Annonce vos conférences et choisissez le chien St. Bernard Turpin. 23 Violtio-L'Ovie.

ATTENTION !

Le Shériff procédera ce matin, à 4 heures et demie P. M., au dépôt du Chemin de Fer du golfe de Mexique, à l'usage des rues des Champs Elysées et des Grands-Hommes, des Hommes Distingué, à la vente d'un lot de poteries (grêles).

AVOINE — Mesure comme prié par M. D. E. Murphy, encheres de supporter l'attention des marchands sur la vente de 1568 sacs d'avoine de choix, de St Louis, qui aura lieu aujourd'hui à 10 heures du matin. Voyez l'annonce.

CHARGEURS — MM. Hoffman, Marks & Co., vendront aujourd'hui 300 caisses de bottes, souliers et brodequins, à leur salle d'encan de la rue de Chartres No 38. L'assortiment a été tout récemment importé et convient beaucoup aux commerçants de cette ville. La vente qui est sans réserve, commencera à 10 heures.

Annonces Politiques.

Le prix d'insertion des annonces politiques doit INVARIABLEMENT être acquitté d'avance.

Le 14me Amendement.

Le Président a lancé une proclamation dont les termes sont analogues à ceux de sa proclamation pour la Caroline du Nord et la Floride, pour annoncer que les soi-disant législatures de la Caroline du Sud et de la Louisiane avaient ratifié le 14me amendement proposé. L'Union comptant 37 Etats, la majorité des deux tiers des Etats requise pour la validité de la ratification est de 28. Vingt et un Etats du Nord et sept Etats du Sud ayant déjà ratifié l'amendement, le Congrès va probablement déclarer que ses fameux articles 14 fait désormais partie intégrante de la Constitution des Etats-Unis. Nous croyons donc utile d'en reproduire le texte.

"Article 14.—Section 1. Toutes personnes nées ou naturalisées aux Etats-Unis et soumises à leur juridiction, sont citoyens des Etats-Unis et de l'Etat dans lequel elles résident. Aucun Etat n'adoptera, ou ne mettra en vigueur une loi ayant pour but de restreindre les privilèges ou immunités de citoyens des Etats-Unis ; et aucun Etat ne pourra priver aucune personne de la vie, de la liberté ou de sa propriété, sans procédures légales, ni ne privera aucune personne résidant dans les limites de sa juridiction de la protection uniforme de la loi.

"Section 2. Les représentants seront répartis parmi les différents Etats, selon leur population, en comptant le nombre total des personnes dans chaque Etat, à l'exclusion des Indiens non taxés. Mais lorsque le droit de voter à une élection pour le choix d'électeurs du Président et Vice-Président des Etats-Unis, pour représentants au Congrès, pour les fonctionnaires exécutifs et judiciaires d'un Etat, ou pour les membres de la législature de cet Etat, sera refusé à l'un des habitants mâles de cet Etat, âgé de vingt-et-un ans et citoyen des Etats-Unis, ou lorsque ce droit sera amoindri, sauf pour cause de participation à la rébellion ou pour quelque autre crime, la base de la représentation, dans le dit Etat, sera réduite en proportion du nombre des citoyens mâles, ainsi exclus du droit de vote, relativement au nombre total des citoyens mâles âgés de vingt-et-un ans dans le dit Etat.

"Section 3. Aucune personne ne pourra devenir sénateur ni représentant au Congrès, ni électeur du Président et du Vice-Président, ni ne pourra occuper aucun emploi civil ou militaire, dans les Etats-Unis ou dans aucun Etat, qui ayant précédemment prêté un serment en qualité de membre du Congrès, ou comme membre d'une législature d'Etat, ou comme officier exécutif ou judiciaire d'aucun Etat, de maintenir la Constitution des Etats-Unis, aura été en insurrection ou en rébellion contre eux, ou aura aidé leurs ennemis. Mais le Congrès pourra, par un vote des deux tiers, d'annuler cette incapacité.

"Section 4. La validité de la dette publique des Etats-Unis autorisée par la loi, y compris les dettes contractées pour payer des pensions et des gratifications pour services rendus dans la suppression de la rébellion, ne sera pas mise en question. Mais ni les Etats-Unis, ni aucun Etat ne pourront payer une dette ou une obligation quelconque contractée pour venir en aide à la rébellion contre les Etats-Unis, ou aucune indemnité pour la perte ou l'émancipation des esclaves, toutes ces dettes, obligations et réclamations étant illégales et nulles avenues.

"Section 5. Le Congrès aura le pouvoir de faire respecter, par une législation appropriée, les dispositions de cet article."

Les contradictions se manquent pas entre les différentes dispositions de cet amendement.

On pourrait croire, après avoir lu la première section, que les Etats n'ont pas le pouvoir de priver de l'exercice du droit de vote ceux qui sont d'honnêtes citoyens des Etats-Unis ; mais la seconde section leur reconnaît ce pouvoir pourqu'elle frappe d'une pénalité les Etats qui en usent. Ainsi les Etats auront le droit d'exclure du droit de vote les Chinois et les Africains, mais à la condition de voir diminuer le chiffre de leurs représentants. Ce point est important à constater.

CHEMIN DE FER PONTCHARTRAIN.—Nous appelons l'attention du public sur l'avis que nous publions dans une autre colonne. On y verra que les voyageurs auront la faculté de faire porter leurs bagages, effets mobiliers légers, en provisions, à l'ancienne aussi bien qu'à la nouvelle gare, en se conformant aux conditions prescrites par la Compagnie. Le gros fret ne sera reçu qu'à la nouvelle gare, sur la Levée, à la tête de la rue Lafayette.

DISTRIBUTION D'UNE BANDE DE CHASSEURS EN FLORIDE — Nous recevons une lettre datée de Cypress Swamp (Floride), le 15 mai, et qui porte le timbre de Shieldsboro (Mississippi), du 19 juillet. Cette lettre nous donne l'information suivante :

La bande de chasseurs et exploiteurs de la Floride de B. Nikaine, a été détruite presque en totalité par les nègres en pays le farm. Sur 20 chasseurs qui étaient partis le 20 avril de la Nouvelle-Orléans pour cette expédition il n'en est revenu que trois dont voici les noms : J. Dudley, B. Nikaine et V. Sumner.

La Proclamation du Président et l'Amendement constitutionnel.

La proclamation suivante du président Johnson est conçue en des termes qui indiquent assez clairement qu'il ne reconnaît pas les gouvernements organisés récemment dans les Etats du Sud comme des gouvernements constitutionnels et légaux. Le Président semble remplir une simple formalité qui lui est imposée par une loi du Congrès, mais en laissant un Congrès toute la responsabilité des conclusions à tirer des faits qu'il constate. Comme Ponce-Pilate il se lave les mains du résultat. Voici le texte de ce document :

Attendu que, par un acte du Congrès intitulé "Acte pour admettre les Etats de la Caroline du Nord, de la Caroline du Sud, de la Louisiane, de la Georgie, de l'Alabama et de la Floride à la représentation au Congrès", passé le 25 juin 1868, il est déclaré qu'il sera du devoir du Président, dans les dix jours après avoir reçu avis officiel de la ratification, par la Législature de l'un ou l'autre desdits Etats, d'un amendement à la Constitution comme comme l'article 14, de lancer une proclamation annonçant ce fait ; et comme ledit acte semble être fait un vue de certaines éventualités ;

Et attendu qu'un document prétendant être une résolution de la Législature de la Floride, adoptant l'amendement des treizième et quatorzième articles de la Constitution des Etats-Unis, a été reçu au département d'Etat le 16 juin 1868, avant le passage de l'acte du Congrès susmentionné, lequel document est attesté par les noms de Horatio Jenkins Jr., comme président pro tem. du Sénat, et de W. W. Moore comme président de l'Assemblée, et de William L. Apthorp comme secrétaire du Sénat, et William Forsyth Bynum comme greffier de l'Assemblée, et lequel document a été transmis au département de l'Etat dans une lettre datée "Bureau de l'Etat, Tallahassee, Floride, 10 juin 1868," par Harrison Reed, qui y signe comme gouverneur ;

Et attendu que, le 5 juillet 1868, le Président a reçu un document, lui adressé qui porte la date du 4 juillet 1868, et qui lui a été transmis par et au nom de W. W. Holden, qui s'intitule gouverneur de la Caroline, lequel document certifie que ledit amendement proposé, comme comme article 14, a été passé au Sénat et à la Chambre des Représentante de l'Assemblée générale de la Caroline du Nord le 2 juillet courant, et est attesté par les noms de John H. Bryner comme secrétaire de la Chambre des Représentants, et T. A. Byrnes, comme secrétaire du Sénat, et par ratification le 4 juillet 1868 est attestée par Tod R. Caldwell comme lieutenant-gouverneur, président du Sénat, et W. W. Holden comme président de la Chambre des Représentants ;

En conséquence, moi, Andrew Johnson, Président des Etats-Unis d'Amérique, en conformité avec l'acte du Congrès susdit, je lance cette proclamation annonçant le fait de la ratification dudit amendement par la Législature de l'Etat de la Caroline du Nord, de la manière ci-dessus indiquée.

En foi de quoi, &c..... Fait à Washington le 4 juillet 1868, &c.

ANDREW JOHNSON.

Par le Président :
W. H. SEWARD, Secrétaire d'Etat.

COLLEGE JEFFERSON.—Les examens annuels et la distribution des prix auront lieu au Collège Jefferson, paroisse St-Jacques, le lundi 27 juillet, à 8 heures du matin. Le dimanche, 26, à trois heures et demie après-midi, il y aura une représentation dramatique donnée par les élèves de l'établissement. Nous remercions le révérend Stephen Chaurais, président du Collège, de l'invitation qu'il nous a adressée.

LA TROUPE BATEMAN.— Voici la liste des artistes engagés par M. Bateman pour une saison de douze mois à partir du 20 juillet.

M. Bateman nous communique la liste des artistes qui composeront sa compagnie. La voici :

Mmes Tostée, Irma, Lambert, tres chantueuse ; Mmes Jeanne Declos, Rose, Mathilde, Hamilton et Cadiz, 2mes chanteuses.

MM. Aujac, Dardignac, Guidon et Decré, témoins ; M. Francis, baryton ; Duchesne, 1re basse ; Ledoc, Lagrifoul, Edgard, Hamilton, etc., rôles de genre.

MM. Dennery et Birgfeld chefs d'orchestre.

Mlle Lambelé a $1,200 par mois et M. Decré $400.

TRAITE AVEC LA CHINE.

Voici les principales dispositions du traité conclu entre M. Anson Burlingame, stipulant au nom de l'empire chinois, et le gouvernement des Etats Unis, lequel traité est en ce moment soumis à la ratification du Sénat :

L'article 1er porte que les concessions faites aux étrangers dans un but de résidence ou de commerce ne pourront point atteinte au droit de souveraineté inhérent de l'empereur de la Chine.

L'article II porte que tous les points de commerce ou de navigation non réglés par traité resteront soumis à la discrétion du gouvernement chinois.

L'article III confère à l'empereur le droit de nommer des consuls aux Etats Unis, avec les mêmes privilèges que ceux concédés aux agents des autres nations.

L'article IV reconnaît aux Américains la liberté de conscience ainsi que le libre exercice de leur culte.

L'article V établit le droit d'expatriation, pourvu qu'il soit absolument volontaire.

L'article VI dispose que tous les citoyens des deux nations jouiront sur leur territoire des mêmes privilèges sur leur territoire en matière de taxes et immunités accordés aux nations les plus favorisées.

L'article VII reconnaît la nécessité d'établir un système commun de monnaies, de poids et de mesures.

L'article VIII ordonne l'admission des sujets Chinois dans toutes les écoles des Etats-Unis, et autorise les citoyens des Etats-Unis à créer des écoles en Chine dans les localités où il est permis aux étrangers de résider.

Enfin, aux termes de l'article IX, les Etats Unis se défendent de toute intention, et à plus forte raison de tout droit d'intervention dans les affaires intérieures de l'empire chinois, et notamment en ce qui concerne la construction de lignes télégraphiques ou de chemins de fer. Ils s'engagent même à user de leurs bons offices pour empêcher des tiers de troubler par des travaux semblables ceux qui auraient été décrétés par S. M. l'empereur, les ingénieurs qui pourraient être éventuellement choisis par lui seraient payés de ses deniers.

Tel est le résumé des stipulations acceptées entre les parties, sauf la ratification du Sénat. Cette ratification ne fait pas question, et très prochainement, sans doute l'ouverture de la Chine entière au commerce américain sera un fait accompli.

FRANCE,

Paris, 2 juillet.

Il n'y a peut-être pas de discussion plus émouvante que celle du budget. C'est là que tout aboutit, c'est là que l'on voit la trace des fautes de nos gouvernants, c'est là que crient rosellant de l'improvoyance, et ce que coûtent les faiblesses de ceux qui ont mission de contrôler sérieusement le pouvoir.

Ces débats, hérissés de chiffres et qui semblent, à cause de cela, si fastidieux à suivre, sont, au contraire, pleins d'intérêt, si l'on veut bien se donner la peine de les suivre. Les français qui prennent un intérêt réel aux affaires sont de ceux qui suivent avec attention la discussion qui, depuis deux jours, est engagée au Palais-Bourbon.

Le premier jour, c'était le rapport de la section et de la commission du budget, M. Louvet, a ouvert le feu contre..... le gouvernement. M. Kervéguen, député de Finistère, a répondu avec éloquence, mais, ajoute l'orateur, je ne vous dirai pas pour combien chacune de ces choses entre dedans. Il était nécessaire de dire ces vérités à la Chambre, car il y a des vérités qui sont toujours gouvernements. Il y a des alias qui ont les détriment.

M. Thiers descend alors de la tribune au milieu d'un silence absolu de la Chambre qui attendait, sérail-ce que l'honorable membre n'en voit aucun ?

"Il y a eu des fautes et des malheurs !" a dit M. Louvet. Et M. Rouher n'a pas soutenu le contraire. Il a protesté. Il a dit que le budget était un ensemble sur lequel brodait le gouvernement.

Le lendemain la parole était à M. Thiers. Son discours, savamment combiné, bien conçu, a manqué de piquant et d'imprévu. C'est un long raisonnement, jusqu'à ce que, comme d'acier et coupant comme un rasoir, le fond en est celui-ci : Vous vous trouvez en présence d'un déficit, d'une dette flottante qui va toujours en augmentant, soit 4 milliards depuis 1852. Est-ce là votre situation normale ? Non. Il faut néanmoins que la France reste libre et grande, un lui doive pas son épée. On a fait l'Italie, on a fait la Prusse et l'Allemagne deux grandes fautes, pour flatter quelque passions populaires, dit l'orateur. Et est la cause de notre situation. Nous ne sommes point une grande garantie pour la paix, mais il ne faut pas qu'ils soient faits pour la guerre. Si la guerre éclatait quelque part dans notre gouvernement, M. Thiers le combattrait énergiquement, car le pouvoir de faire la guerre ou compromettant la paix sans le consulter est une des fautes de notre Constitution.

Après avoir prouvé le déficit et la nécessité d'un budget rectificatif énorme, M. Thiers démontre que les recettes du budget sont depuis plusieurs années stationnaires, au lieu d'être, comme on le prévoit, en augmentation. On doit alors s'écrier : L'an prochain, l'emprunt de 450 millions sera dévoré et on ne trouvera avec une dette flottante de 7-8 millions d'après le ministère des finances, et d'après M. Thiers, de 850 millions, peut-être même de 962 millions. Et encore, s'écrie l'orateur, je n'ai pas tout dit, car la dette flottante a des petits. Elle a la caisse des retraites de Paris fondée par M. le ministre de la Seine..... non par le préfet de la Seine. (On rit.) Celle-ci a fait aussi des petits : elle a des crédits sur les terrains à vendre. Il y a le Crédit foncier qui devait prêter à l'agriculture, mais qui n'a prêté qu'à la spéculation. On lui doit 91 millions. Ajoutez-y la quatrième dette flottante qu'on a voulu il y a sept ou huit jours : la séance des chemins vicinaux. Tout cela, le trésor l'a garanti. L'ensemble fait 11 cents millions de dette flottante dont vous répondez.

Qu'est-ce qu'un budget ? C'est la photographie d'un gouvernement. Le nôtre contient l'Italie, l'Allemagne, la Chine, les élections (on rit) ; mais, ajoute l'orateur, je ne vous dirai pas pour combien chacune de ces choses entre dedans. Il était nécessaire de dire ces vérités à la Chambre, car s'il y a des vérités qui sont toujours gouvernements,